



SECTIONS DU FINISTERE

***NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !
TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS LE 11 OCTOBRE !***

La situation économique et sociale de cette rentrée 2011 est placée sous le signe des politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements des pays européens qui entendent une nouvelle fois faire payer la crise aux peuples et particulièrement aux salariés.

Le but poursuivi est de venir à la rescousse des marchés financiers, pourtant seuls responsables de cette crise financière.

Pour satisfaire cet objectif, les gouvernements mobilisent l'argent public au service des intérêts égoïstes de cette caste de privilégiés contre l'intérêt général.

Les salaires, l'emploi stable, les politiques de solidarité sociale, les services publics et les agents qui les font vivre au quotidien sont considérés comme source de dépenses excessives qui doivent être réduites.

Les choix faits en cette rentrée par Sarkozy et son gouvernement sont de cette veine avec :

- La hausse de la taxation des mutuelles qui sera répercutée sur leurs adhérents.
- La hausse des prélèvements sociaux.
- La hausse des taxes sur la consommation (tabac, alcool, autres boissons).

Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, une réduction du temps de travail avec les embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics.

Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale. Il faut également la socialisation du système bancaire.

A la DGFIP, les logiques à l'œuvre dans le cadre de la fusion s'inscrivent dans cette démarche (suppressions d'emplois, austérité, dégradation des conditions de travail) :

- 2 870 nouvelles destructions d'emplois prévues en 2012 (avec les 2 667 emplois perdus au 1^{er} septembre, l'exercice de nos missions en pâtira lourdement, tout comme les chiffres du chômage).
- Le 1^{er} ministre s'est félicité de la réforme des retraites, de la RGPP, des 130 000 emplois supprimés dans la fonction publique d'Etat. Face à la crise, c'est une meilleure justice fiscale et sociale qui sont attendues, ainsi que, pour les fonctionnaires, une augmentation de la valeur du point d'indice et le dégel du nombre de points.
- L'atténuation promise par M. Parini du rôle des indicateurs dans la vie quotidienne des services n'est toujours pas d'actualité. Par contre, l'actualité des agents, due à une rigueur budgétaire hors du commun, ce sont des difficultés de remboursement des frais engagés, le non remplacement du matériel défectueux (ou sa non réparation dans des délais raisonnables)...

**C'est le moment d'agir : tous en grève
et dans les manifestations le 11 octobre !**

Rassemblements à 10 H 30 (endroits habituels) à :

BREST MORLAIX QUIMPER QUIMPERLE